

Des masques maison pour tous

Le Département a lancé un appel aux petites mains et au savoir-faire des couturières pour fabriquer 350 000 masques barrières Afnor, soit un pour chaque Charentais.

Amélie BORGNE
a.borgne@charentelibre.fr

L'appel était à peine lancé hier matin que déjà, en début d'après-midi, une centaine de personnes avaient assailli le standard téléphonique du Département pour proposer leur aide et participer à l'opération «1 Charentais = 1 masque». Parmi elles, Danielle Texier, bientôt 71 ans et habitante de Mornac, qui regrette d'avoir attendu quelques heures avant d'obtenir une réponse. «Je ne demande que ça, d'être recontactée! Je veux travailler!», s'exclame l'ancienne couturière, retraitée de l'ancienne usine de pantoufles Baby-Mousse. Et elle a ce qu'il faut: «Quarante-deux ans d'expérience et une machine à coudre industrielle! Il ne me manque plus que le patron du masque.»

Des petites mains, il en faudra pour fabriquer les 350 000 masques barrières en tissu lavable ambitionnés par le Département. En plus des masques chirurgicaux et FFP2 commandés pour les professionnels de la santé, et des visières en PVC fabriquées pour les personnes en deuxième ligne, le Conseil départemental veut en distribuer à tous les Charentais d'ici fin avril-début mai, pour préparer le déconfinement et «répondre aux inquiétudes grandissantes des Charentais en garantissant leur protection».

Des fournisseurs de tissus locaux

Une initiative qui tombe au moment où le gouvernement débat encore sur l'intérêt du «masque pour tous», sans qu'il y ait pour l'instant de consensus scientifique en France. «Ce n'est pas nous qui déterminerons son port obligatoire, assure François Bonneau, président du Conseil départemental de Charente. Mais nous pensons que c'est une mesure de bon



Le Pôle solidarité d'Angoulême réceptionne les tissus qui seront acheminés dans les Centres routiers départementaux. Photo Q. Petit.

«Ce n'est pas nous qui déterminerons le port obligatoire du masque, mais nous pensons que c'est une mesure de bon sens.»

sens que de le porter, comme le font d'autres villes ou les pays asiatiques, et cela donne de bons résultats.» Le coût pour le Département a été évalué à «40 centimes le masque fabriqué, alors que ceux achetés sont cinq à six fois plus chers». L'opération demande bien sûr une logistique importante. Pas question de fabriquer des masques

avec tout et n'importe quoi: le Département fournit dès aujourd'hui, à la demande des associations et particuliers volontaires, les matières premières (tissus, élastiques) et le patron du masque conçu selon la norme Afnor (Association française de normalisation).

«En plus des dons d'associations ou de particuliers, on a référencé tous les fournisseurs locaux, des entreprises charentaises qui pouvaient nous fournir en tissus, élastiques et fils», explique le président du Département. Le Pôle solidarité, à Angoulême, a par exemple réceptionné de la marchandise issue de l'Atelier de Jarnac, de France Tissus-L'Oasis à Angoulême et de la société Decourt Fils de Javerlhac, en Dordogne. Les rouleaux de tissu seront ensuite acheminés chaque jour dans les 17 Centres routiers départementaux (CRD) de Charente, qui

les distribueront ensuite aux associations et particuliers. «Il y aura des quotas selon la capacité de ces personnes à coudre, précise François Bonneau. On peut imaginer qu'une couturière adroite pourrait en fabriquer une vingtaine par heure.»

Une fois terminés, les masques seront récupérés dans les CRD par le Département, dont le personnel – le même qui se charge des commandes de masques pour les professionnels – procédera à un contrôle de qualité. Ils seront ensuite redistribués fin avril dans les mairies et des agents municipaux ou des bénévoles les déposeront dans les boîtes aux lettres des Charentais.

Pour connaître la procédure de fabrication, téléphoner au 05 16 09 50 00 ou écrire par mail à contact@lacharente.fr (à privilégier) Il ne faut pas se précipiter dans les CRD: l'approvisionnement sera fait tous les jours dès la semaine prochaine.

Des initiatives également dans les communes

Certaines communes (comme Soyaux, lire en page 14) ou associations charentaises n'ont pas attendu l'appel du Département pour se lancer dans la confection de masques. À Sers, Annyck Andrieux, de l'association Développement-Réseau 16, essayait depuis quelques jours déjà de mettre en place dans la commune un atelier de télécouture et de recruter localement des couturières. «Mais on va finalement se rattacher à l'initiative du Département, affirme-t-elle. C'est mieux d'avoir un modèle de masque uniforme et aux normes. On a déjà cinq ou six couturières volontaires, il en faudrait plus. On a sollicité aussi la mairie de Vouzan. L'entreprise Avel de Magnac-Lavalette nous a déjà fourni du gel hydroalcoolique et on fera notre atelier dans la salle des fêtes en respectant les distances.»

Annyck Andrieux espère ainsi «faire bouger les campagnes et sortir un peu les gens de leur isolement». À Terres-de-Haute-Charente, Sandrine Précigout, maire fraîchement élue, avait déjà lancé un appel lundi dernier dans sa commune pour offrir 5 000 masques, soit un peu plus d'un pour chaque habitant. «Nous avons déjà 37 couturières à ce jour, affirme-t-elle. En partenariat avec le centre social, nous leur fournirons du tissu à la norme Afnor, c'est-à-dire 150 g par m², acheté à l'entreprise Decourt Fils de Javerlhac.» Le garde-champêtre fera la distribution chez les couturières pour éviter trop de déplacements. Les masques seront ensuite lavés et séchés, puis redistribués par les agents municipaux ou les élus à chaque habitant.

«Le port du masque n'est pas obligatoire, mais on sent que les gens sont dans l'attente. Et c'est agaçant de voir autant de retard dans les livraisons de masques pour les professionnels de la santé.» L'élue rappelle toutefois que le masque ne peut pas remplacer les gestes barrières et le confinement.

Camille-Claudiel en ordre de bataille face au Covid-19

Antoine BENEYTOU
a.beneytou@charentelibre.fr

À quelques encablures de Girac, au CHRS Camille-Claudiel, les effets de la crise du Covid-19 se font aussi ressentir sur le plan psychiatrique. «Durant les quinze premiers jours du confinement, nous avons eu peu d'admissions aux urgences», explique Roger Arnaud, le directeur de l'établissement. «Mais depuis le week-end dernier, on voit revenir notre patientèle traditionnelle, avec des hospitalisations pour des décompensations, en lien avec le confinement. Ils ne retrouvent plus leurs repères.»

Attention à l'après-confinement

Il poursuit: «La situation est contrastée. Les patients très reliés sur eux-mêmes sont au final peu perturbés par ce qu'il se passe. En revanche, certains qui sont très à l'écoute ont du mal à relativiser.» Et la solitude, les angoisses deviennent trop pesantes. «Il y a aussi des risques de décompensation, dans la population générale. On s'attend à un



Roger Arnaud a noté un afflux aux urgences psychiatriques depuis le week-end dernier.

Photo archives Anne Kerjean

gros impact sur la santé mentale après la sortie de crise.»

Dans l'enceinte de Camille-Claudiel, une unité dédiée aux patients présentant des symptômes du Covid-19 a été créée. Plusieurs y ont été admis, des tests ont été effec-

tués, mais tous se sont révélés négatifs. Avant toute consultation, les patients font l'objet d'un examen clinique, toutes les unités font l'objet d'un confinement maximal. Une vigilance particulière est apportée aux personnes

À l'écoute des professionnels

Dans les murs de Camille-Claudiel, une équipe de psychologues et de psychiatres officie au sein de la CUMP: la Cellule d'urgence médico-psychologique, déclenchée dans le cadre du Plan Blanc. Une ligne téléphonique a été ouverte pour venir en aide aux professionnels en première ligne durant cette crise: les infirmiers, aides-soignants, caissières, salariés de l'industrie funéraire. «Tous ceux qui dans le cadre de leur travail rencontrent des difficultés psychologiques. Beaucoup ont la crainte de ramener le virus chez eux», explique la psychiatre Anna Mousnier.

C'est ce qu'avaient confié plusieurs infirmières à CL, récemment. Entre la peur de contaminer des proches et l'épuisement, les angoisses sont «exacerbées par cette situation. Ils souffrent vraiment». Ces consultations se font par téléphone «pour ne pas qu'il y ait de contamination», ajoute le Dr Mousnier. «Nous nous attendons à devoir accompagner de nombreuses souffrances post-traumatiques après la crise», complète Roger Arnaud.

Le numéro de téléphone est le 05 17 20 33 00.

souffrant de troubles du spectre autistique, qui présentent des comorbidités. Et qui sont ainsi plus exposées que la population générale. «Ces patients ne sont pas tous en capacité d'appliquer des mesures barrières. Ce sont donc des personnes à risque», explique Roger Arnaud. Dès le début de la crise, le CHRS a organisé la sortie de patients tout en développant

les consultations par téléphone. Même si les personnels «se déplacent à domicile quand c'est indispensable. Notamment pour les injections à effet retard.» Concernant la psychiatrie infanto-juvénile, les équipes sont mobilisées pour accompagner les parents, les enfants n'étant pas vraiment réceptifs aux consultations par téléphone.